

**Prestation de service d'experts dans le cadre du projet
EDUCATION 2026**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (CCAP) commun à tous les lots**

Marché N°MAR25-10

Sommaire

1.	Objet de la consultation	4
2.	Conditions de la consultation	4
1.	Mode de passation de la consultation	4
2.	Forme du marché	4
3.	Décomposition du marché	5
4.	Lieu principal d'exécution des prestations	6
5.	Description des prestations attendues	6
3.	Documents contractuels	6
1.	Pièces constitutives de l'accord-cadre	6
4.	Durée du marché et délai d'exécution des prestations	7
1.	Durée du marché	7
1.	Délai d'exécution des prestations	7
5.	Prestations similaires	7
6.	Obligations réciproques	7
2.	Obligations générales du Titulaire	7
3.	Obligations du Pouvoir adjudicateur	8
7.	Conditions financières	8
1.	Prix	8
2.	Factures	8
3.	Avance	9
4.	Acompte	10
5.	Délai Global de Paiement	10
6.	Conditions de paiement des prestations	11
8.	Vérification et réception des prestations	11
9.	Pénalités	11
10.	Assurances	12
11.	Force majeure	12
12.	Défaillance	12
13.	Confidentialité et publicité	12

14.	Protection des données à caractère personnel.....	13
15.	Responsabilités du Titulaire.....	13
16.	Lutte contre la corruption et le trafic d'influence.....	13
17.	Conflit d'intérêt – Non concurrence.....	14
18.	Sous-traitance.....	14
19.	Propriété intellectuelle.....	14
20.	Modification – intégralité	15
21.	Résiliation et cession	16
22.	Loi applicable – langue du marché	16
23.	Élection du domicile.....	17
24.	Attribution de compétence	17
25.	Dérogations au CCAG-PI.....	17

1. Objet de la consultation dispositif de formation

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché ayant pour objet la prestation de service d'experts pour la mise en œuvre du projet Education 2026 au Maroc.

2. Conditions de la consultation

1. Mode de passation de la consultation

Le présent contrat est soumis au Code de la commande publique français (CCP) dans sa version en vigueur issue de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Il prend la forme d'un accord-cadre passé en application des articles R. 2162-2 à R. 2162-4 du Code de la commande publique.

Le présent marché (accord-cadre) est conclu en application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique :

Cet accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

2. Forme du marché

Il prend la forme d'un accord-cadre passé en application des articles R. 2162-2 à R. 2162-4 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre est mono attributaire pour les 1 à 4 et 10 et multi-attributaires pour les lots 5 à 9.

Pour les lots 5 à 9, les accords-cadres sont attribués à plusieurs opérateurs, dans la limite d'un nombre maximum défini dans le tableau ci-après :

	Nombre maximum d'attributaires (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres)
Lot n°5	3
Lot n°6	3
Lot n°7	3
Lot n°8	3
Lot n°9	10

Cet accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

3.Multi attribution

Pour les lots 5 à 9 les modalités d'attribution des bons de commandes sont les suivantes :

Lots 5 à 8 : 34 jours pourront être commandés par expert pendant les 2 ans dans l'ordre de classement suite à l'analyse des offres ;

Lot 9 : 30 jours pourront être commandés par expert pendant les 2 ans dans l'ordre de classement suite à l'analyse des offres.

4.Modalité d'attribution des bons de commande

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

3. Décomposition du marché

Le marché est décomposé en lots dont la description est la suivante :

Le montant minimum et maximum par lot est le suivant :

Lot 1 : Accompagnement à la conception du dispositif C1 et formation des équipes : sans montant minimum – montant maximum : 45 080 €HT ;

Lot 2 : Relecture technico-pédagogique et validation du dispositif C1 : sans montant minimum – montant maximum : 47 880 €HT ;

Lot 3 : Relecture orthotypographique des livrables du dispositif C1 : sans montant minimum – montant maximum : 4 000 €HT ;

Lot 4 : Mise en forme des livrables du dispositif C1 – sans montant minimum – montant maximum : 7 720 € HT.

Lot 5 : Lot 5 : Analyse des programmes d'enseignement au Maroc et l'enrichissement des boîtes à outils pédagogiques discipline français – sans montant minimum – montant maximum 19 380 € HT ;

Lot 6 : Analyse des programmes d'enseignement au Maroc et l'enrichissement des boîtes à outils pédagogiques discipline mathématique— sans montant minimum – montant maximum 19 380 € HT ;

Lot 7 : Analyse des programmes d'enseignement au Maroc et l'enrichissement des boîtes à outils pédagogiques discipline physique chimie - – sans montant minimum – montant maximum 19 380 € HT ;

Lot 8 : Analyse des programmes d'enseignement au Maroc et l'enrichissement des boîtes à outils pédagogiques discipline science et vie de la terre - – sans montant minimum – montant maximum 19 380 € HT ;

Lot 9 : Lot 6 : Mise en place de bibliothèques scolaires dans les collèges au Maroc - – sans montant minimum – montant maximum : 103 017 € HT ;

Lot 10 : Appui à la mise en œuvre et la coordination du programme d'Appui à la Feuille de Route 2022- 2026 – sans montant minimum – montant maximum : 75 780 € HT.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

4. Lieu principal d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées en présentiel dans le cadre de mission à FEI et au Maroc et à distance, en synchrone et en asynchrone.

5. Description des prestations attendues

Les prestations sont détaillées dans le CCTP.

3. Documents contractuels

1. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les documents contractuels sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière pour chaque lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes commun à tous les lots ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles, arrêté du 30 mars 2021 consultable sur <http://www.legifrance.fr>.
- L'offre technique du Titulaire et ses annexes éventuelles pour chaque lot ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, le cas échéant pour chaque lot.

En cas de contradiction entre les différents documents, le document de niveau supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.

4. Durée du marché et délai d'exécution des prestations

1. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire pour chaque lot. Sa durée est de deux ans à compter de la date de notification au titulaire pour chacun des lots.

5. Prestations similaires

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires sans publicité, ni mise en concurrence préalables avec le Titulaire dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

6. Obligations réciproques

2. Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage, au titre du présent marché à :

- Réaliser les Prestations dans les conditions et selon les modalités prévues dans Le marché, selon les règles de l'art de la profession et dans le respect de la réglementation ;
- Mettre en œuvre les moyens techniques, logistiques et humains nécessaires à la parfaite réalisation des Prestations ;
- Maintenir une qualité de service conforme aux besoins de FEI ;
- Mettre en œuvre les prestations conformément à l'article 2 du CCTP.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations dans le respect des délais fixé par FEI.

Dès la notification, le Titulaire s'engage à désigner, pendant toute la durée du Contrat, comme interlocuteur de FEI, un représentant investi d'un plein pouvoir de décision pour l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à exécuter le marché de bonne foi.

En cas de manquement du Titulaire sur le contenu et/ou la forme des Prestations constaté par FEI, le Titulaire s'engage à modifier immédiatement et sans frais supplémentaire pour FEI la prestation concernée jusqu'à ce que celle-ci soit conforme. A défaut, FEI sera fondé à faire application de l'article 21 « Résiliation » du marché.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir Adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Au redressement ou à la liquidation judiciaire ;
- A toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur l'exécution du contrat.

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel au regard des Prestations confiées, s'engage à mettre en œuvre son expérience, son savoir-faire et, de manière générale, tous les moyens et toutes les actions nécessaires à la bonne réalisation des Prestations.

Le Titulaire est par ailleurs expressément tenu à une obligation de résultat en ce qui concerne notamment le respect des dates impératives, la conformité des prestations et des niveaux de service pour l'exécution des prestations, ainsi que pour la remise des livrables définis dans le présent marché.

Le Titulaire devra, lors de l'exécution des Prestations, se conformer strictement aux consignes et aux procédures de sécurité du Pouvoir Adjudicateur.

En cas de manquement, le Pouvoir Adjudicateur sera en droit de résoudre de plein droit le marché, sans préavis ni indemnité.

3. Obligations du Pouvoir adjudicateur

FEI s'engage à communiquer au Titulaire toute information et tout document dont il dispose, ou à lui en faciliter la consultation, si ces informations et documents sont nécessaires au Titulaire à la bonne réalisation de la prestation, à condition que ces derniers ne soient pas couverts par la confidentialité.

Par ailleurs, FEI s'oblige au paiement des Prestations dans les conditions prévues à l'article 7 « Conditions financières » du marché.

7. Conditions financières

1. Prix

Le présent marché est conclu en euros.

Les prix sont ceux indiqués dans l'annexe financière joint à l'acte d'engagement pour chacun des lots.

Les prix sont réputés comprendre les frais afférents à la bonne exécution des prestations, de façon générale tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte par le Pouvoir adjudicateur.

FEI assurera la gestion de l'ensemble des actions logistiques liées au projet pour les experts qu'il mobilisera (réservation des billets d'avion des experts, remboursement des frais liés aux déplacements des experts dans le respect des règles de remboursements de FEI et de la taxe touristique, etc.).

Il prendra en charge les perdiems (nuitée et repas journaliers), au montant fixe de 175 € (cent soixante-quinze euros) par nuitée passée au Maroc pour les experts mobilisés par le Titulaire, qui leur seront versés directement. Il prendra également en charge l'hébergement et la restauration des experts du Titulaire qui se rendront aux ateliers organisés à FEI dans le cadre du projet sur présentation de justificatifs.

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

2. Factures

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Le Titulaire établit une facture détaillée rédigée en français portant impérativement le numéro du présent accord-cadre ainsi que les mentions légales et les indications suivantes :

- Le numéro du marché et du lot ,
- les noms et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'Acte d'Engagement,
- les prestations effectuées et le numéro de lot,
- le montant Hors TVA des prestations effectuées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC des prestations effectuées,
- la date de la facture et l'indication de la période considérée.

La facturation dématérialisée ou électronique est obligatoire.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/>

rubrique « nous contacter »

Dans le cadre de cette dématérialisation les factures seront transmises sur Chorus Pro et doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, cumulativement et obligatoirement des informations transmises par France Education International en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'utilisation de la facturation électronique implique d'utiliser un système permettant de garantir l'authenticité de la facture, sa bonne lisibilité et l'intégrité de son contenu.

3. Avance

Une avance peut être versée dans les conditions définies par les articles R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

Une avance correspondant à 50% du montant d'un bon de commande est accordée au titulaire

L'avance est déduite des montants des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct. Conformément à l'article R. 2191-10 du code de la commande publique, l'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter du commencement d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire. Elle commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65 % du montant initial TTC de sa prestation déduction faite des montants des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct.

Le remboursement complet de l'avance doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public.

4. Acompte

En application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le règlement des sommes dues au Titulaire au titre de ces prestations fera l'objet d'acomptes suivant les modalités suivantes pour chacune des étapes faisant l'objet du bordereau des prix :

- 25% au moment de la livraison des livrables intermédiaires de l'étape ;
- 25% en fin de l'étape lors de la remise de la version finale des livrables liés à cette étape, correspondant au paiement du solde de chaque étape lors de la validation des livrables.

Le Titulaire adresse au Pouvoir Adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le Pouvoir Adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le Titulaire correspond au montant des sommes dues au Titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire ;
2. Les références du marché (numéro, objet et date de notification) ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'incidence de la TVA ;
6. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
7. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
8. Le montant total de l'acompte à verser ;
9. Le récapitulatif des acomptes perçus.

Le Pouvoir Adjudicateur notifie au Titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du Pouvoir Adjudicateur en application de ce qui précède. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

Paielements partiels définitifs/solde :

Chaque étape donne lieu à un paiement partiel définitif correspondant au solde, effectué après réception et validation finale de l'ensemble des prestations et livrables correspondants.

5. Délai Global de Paiement

FEI se libère des sommes dues en exécution du présent marché, par virement bancaire.

Le délai de règlement est fixé à 30 jours maximum, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement (facture) du Titulaire par FEI. Conformément à l'article L2192-12 du code de la commande publique, tout retard de paiement entraînera le règlement au Titulaire de pénalités pour retard de paiement calculées selon les taux et conditions prévus par le code susvisé.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le Titulaire renonce à toute suspension des prestations en cas de retard de paiement par le Pouvoir adjudicateur.

Conformément à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, les paiements effectués se feront obligatoirement dans une banque d'un pays de l'OCDE.

6. Conditions de paiement des prestations

Les prestations feront l'objet d'un paiement conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du présent marché concernant les avances et les acomptes. Le paiement interviendra à réception des livrables prévus pour chaque étape.

8. Vérification et réception des prestations

Les opérations de vérification des prestations et des fournitures seront effectuées conformément au chapitre 6 du CCAG-PI.

9. Pénalités

9.1 - Pénalité pour travail dissimulé

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 8221-5 du code du travail. 02 MP 2020-113-002 CCAP Page 14 sur 19 Le montant de la pénalité sera égal au montant des amendes encourues en application des articles L.8224- 1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail. Ce montant, imputé à titre prévisionnel sur la base du montant estimé par l'acheteur au moment de la constatation de l'infraction, sera régularisé lorsqu'il sera établi de manière certaine. Son application est cumulable avec toute autre forme de pénalité, et le titulaire s'expose à la résiliation du marché, en application des dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

9.2 Autres pénalités

L'article 14 du CCAG P.I. s'applique au présent marché.

Les pénalités commencent à courir, le lendemain du jour où le fait générateur se produit.

L'application des pénalités prend la forme d'un abattement sur le prix des prestations (réfaction sur facture ou facturation émise par le Pouvoir adjudicateur si la totalité des sommes dues au titre de l'accord-cadre a été réglée).

Le paiement des pénalités n'est pas libératoire et n'exonère pas le Titulaire de son obligation d'exécuter ses obligations contractuelles, sa responsabilité pouvant être recherchée en cas de manquement grave à ses obligations contractuelles.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Dans le cas où le cumul des pénalités applicables serait supérieur à 20% du montant global en € HT cumulé des prestations commandées par bons de commande, FEI se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au présent CCAP.

10. Assurances

« Chaque partie est responsable de tout dommage qu'elle pourrait causer à l'autre partie, à ses personnels et à ses biens, du fait de l'exécution de la présente convention.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Aucune assurance en responsabilité décennale n'est exigée. Les contrats d'assurance souscrits par FEI pour ses agents dans le cadre de leurs activités et missions ne sont pas applicables aux experts appelés au présent contrat. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Chaque expert s'engage à informer l'assureur de son local d'habitation en cas de mission réalisée à son domicile. Les contrats collectifs, entre plusieurs experts, sont acceptés, sans que FEI ne s'engage à en coordonner la signature et l'exécution. »

11. Force majeure

Le titulaire ne sera pas responsable des conséquences de l'inexécution des prestations si celle-ci résulte d'un cas de force majeure reconnu comme tel.

Pendant la période où le (la) contractant(e) ne sera pas en mesure d'assurer les prestations en présentiel sur le terrain, dans ce cas de figure, le nombre de jours prévus pourra être remplacé par des jours réalisés à distance. Cela n'affectera pas le planning et la rémunération des prestations réalisées à distance par ailleurs.

12. Défaillance

Concernant l'exécution du présent marché, au cas où pour une cause quelconque à l'exception des cas de force majeure, l'une des parties s'avérerait défaillante et viendrait à ne pas exécuter totalement ou partiellement les obligations et prestations lui incombant, il est formellement convenu que, dans un délai de 15 jours calendaires suivant la mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par l'une ou l'autre des parties, l'une des parties non défaillante peut se substituer à la partie défaillante.

13. Confidentialité et publicité

Chaque partie s'interdit de communiquer à des tiers les informations, procédés brevetés ou non brevetés, ou objet de reprographie ou de droit de propriété intellectuelle, identifiés comme étant confidentiels, qui lui auront été communiqués par une autre partie à l'occasion de l'exécution du présent marché et de les utiliser à d'autres fins que celles du présent marché sans l'autorisation écrite de l'autre partie.

Chaque partie reste propriétaire des droits d'auteur, brevet, marques et signes distinctifs protégés par le code de la propriété intellectuelle. Toute utilisation est interdite, notamment l'utilisation à des fins commerciales et la sous-traitance.

Le titulaire s'engage à ne pas entrer en communication directe avec le MENFP et à faire passer toute correspondance par FEI, son seul interlocuteur.

Au cas où l'une des parties désirerait utiliser les références acquises dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché à des fins publicitaires, la publicité (sous quelque forme qu'elle soit) doit obligatoirement faire mention du rôle et de l'apport de(s) l'autre(s) partie(s).

Les obligations au titre du présent article sont valables pendant toute la durée du présent marché et durant cinq (5) ans à compter de son achèvement.

14. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles et notamment les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative « à l'informatique, aux fichiers et aux libertés » modifiée (ci-après « Loi Informatique et libertés ») et le règlement (UE) n°2016 /679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 dénommé Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après « RGPD ») pour les traitements de données personnelles relatifs aux présentes.

15. Responsabilités du Titulaire

Le Titulaire s'engage à apporter tout le soin nécessaire à l'exécution des prestations conformément aux normes et standards en vigueur dans sa profession.

Respect de la législation sociale : Le Titulaire certifie et atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés qualifiés et employés conformément aux articles L.3243-1 et suivants du Code de Travail et dans le respect des dispositions des articles L 8221-1et L 8221-2 du même Code.

Le Titulaire s'engage à fournir, avant la signature du marché ainsi que tous les six mois, les justificatifs administratifs afférents.

Le titulaire devra :

-S'informer et suivre les consignes de sécurité produites par le ministère français des Affaires étrangères à destination de ses ressortissants français effectuant un séjour dans le (s) pays où les experts se rendront. Ces consignes de sécurité sont consultables sur le site internet du dit ministère à l'adresse internet suivante : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays> ;

-inscrire les experts avant le début de leur mission sur le site Ariane du MEAE: <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane/dyn/public/login.html> .

16. Lutte contre la corruption et le trafic d'influence

Le Titulaire s'engage à respecter les lois et règlements qui lui sont applicables et, sur demande, à communiquer tout justificatif de la mise en place de toute procédure prescrite par les lois et règlements relatifs à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence qui lui sont applicables de même que toute autre information que le Pouvoir adjudicateur pourrait raisonnablement réclamer pour vérifier le respect de ces lois et règlements par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à coopérer pour les fins de toute enquête de l'Agence française anticorruption ou de toute autre autorité enquêtant sur des faits de corruption ou de trafic d'influence.

A la demande du Pouvoir adjudicateur, le Titulaire s'engage à remettre dans un délai de 5 jours suivant la notification de la demande, un questionnaire relatif à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le Titulaire s'engage sur l'exactitude des informations contenue dans le questionnaire.

17. Conflit d'intérêt – Non-concurrence

Le Titulaire est conscient du risque possible de conflit d'intérêt entre ses différentes missions, en ce compris celles de ses préposés, mandataires, sous-traitants ou co-traitants, des sociétés se trouvant sous son contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, et de façon générale de tout partenaire commercial.

Le Titulaire aura l'obligation d'informer sans délai le Pouvoir adjudicateur des risques de conflit d'intérêt au regard de la mission qu'il aura acceptée au titre des présentes.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché, de plein droit et sans indemnités à sa charge, lorsque le cas de conflit d'intérêt est porté à sa connaissance.

.

18. Sous-traitance

Le soumissionnaire a la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du marché et sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles L2193-1 à L2193-3 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique.

Le Titulaire doit au moment de la conclusion du présent marché et pendant toute la durée de son exécution, faire accepter chaque sous-traitant et agréer ses conditions de paiement par le Pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir adjudicateur ne sera en aucun cas lié juridiquement aux éventuels sous-traitant du Titulaire qui demeure en tout état de cause intégralement responsable vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur des prestations réalisées par les éventuels sous-traitants ou des éventuels manquements de ceux-ci.

19. Propriété intellectuelle

Les dispositions des articles 32 à 35 du CCAP-PI s'appliquent au présent marché.

Définitions

La Cession prévue par le présent Article implique de définir les termes suivants :

- on entend par «Résultats» tout produit escompté de l'exécution du présent Marché qui est livré et qui fait l'objet d'une acceptation définitive de la part de FEI ;
- on entend par «Auteur» toute personne physique qui a contribué à la production du Résultat ;
- on entend par «Droits Préexistants» tout droit de propriété intellectuelle, y compris les technologies préexistantes détenues par FEI, le Titulaire ou tout tiers intéressé antérieurement à la commande dont l'exécution est prévue par les dispositions du présent Marché.

Propriété des résultats

La propriété des Résultats, la titularité des droits de Propriété intellectuelle et industrielle qui y sont rattachés et les solutions et informations techniques contenues dans ces derniers sont intégralement et irrévocablement transférées à FEI en vertu du présent Marché. La présente Cession ne recouvre que les droits d'auteurs dit patrimoniaux et ce, dans les conditions prévues à l'article 21 du présent Marché. Les droits d'auteurs dits moraux en sont exclus. Ces droits moraux recouvrent la divulgation, la paternité et le respect de l'intégrité des résultats vus en tant qu'œuvre au sens du Droit de la Propriété intellectuelle.

Les éléments susmentionnés sont réputés être cédés de manière effective à FEI après acceptation de sa part des résultats que lui a livrés le Titulaire.

Le paiement du prix versé au Titulaire est réputé inclure toutes les rémunérations qui lui sont dues au titre de l'acquisition de droits par FEI, notamment toutes les formes d'exploitation des résultats. L'acquisition de ces droits est valable pour le monde entier.

Exploitation des résultats

En acquérant la propriété des résultats développés par le Titulaire, FEI devient titulaire de l'ensemble des droits d'auteur dits patrimoniaux rattachés à ces derniers. A ce titre et sans que cette liste soit exhaustive, FEI est susceptible d'exploiter ces résultats aux fins suivantes :

- exploitation à des fins internes :
 - o communication auprès de son personnel
 - o communication auprès des personnes et des organismes qui travaillent pour FEI ou collaborent avec elle, dont les contractants et sous-traitants (personnes morales ou physiques), les institutions, agences et organes de l'Union, les institutions des États membres
 - o installation, chargement, traitement, arrangement, compilation, assemblage, extraction, copie, reproduction en tout ou en partie et en un nombre illimité d'exemplaires
- diffusion publique :
 - o sous format papier, électronique ou numérique
 - o sur internet sous la forme de fichiers, téléchargeables ou non
 - o par affichage, radiodiffusion, télédiffusion ou toute autre technique de transmission
 - o autre diffusion publique sous toute forme et par tout moyen
- modifications :
 - o modification au niveau contenu, formel et technique
 - o ajout de nouveaux éléments de contenu et de forme
 - o adaptation par le biais de nouveaux supports
 - o traduction en plusieurs langues
 - o Numérisation et traitement informatique

Licence sur les Droits Préexistants

FEI n'acquiert pas la propriété des Droits Préexistants. Le Titulaire accorde à FEI une licence libre de redevance, non exclusive et irrévocable sur les Droits Préexistants, autorisant celui-ci à exploiter ces droits dans les termes prévus à l'article 19. Cette licence devient effective à compter de la livraison des Résultats par le Titulaire et de leur acceptation par FEI. Lors de la livraison des Résultats, le Titulaire peut, au besoin, fournir à FEI une liste des Droits Préexistants et des droits de tiers, y compris ceux de son personnel, d'auteurs ou d'autres détenteurs de droits. La licence sur les droits préexistants octroyés à FEI au titre du présent Marché est valable pour le monde entier et pour toute la durée de la protection des droits de propriété intellectuelle.

Garanties

Lorsqu'il livre les résultats, le Titulaire garantit qu'ils sont libres de droits et de revendications de la part des auteurs et de tiers, y compris en ce qui concerne les droits préexistants, pour toutes les exploitations envisagées par FEI.

A première demande de FEI, le Titulaire doit pouvoir démontrer par le biais de preuves tangibles et effectives la propriété ou les droits d'exploitation de tous les droits préexistants et droits de tiers énumérés, sauf en ce qui concerne les droits détenus par FEI.

Droits à l'image

Si des personnes physiques reconnaissables sont représentées dans un résultat ou que leur voix est enregistrée, le Titulaire présente, à la demande de FEI, une déclaration dans laquelle ces personnes (ou celles investies de l'autorité parentale s'il s'agit de mineurs) autorisent l'exploitation prévue de leur image ou de leur voix. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes dont la permission n'est pas exigée en vertu de la législation du pays où les photographies ont été prises, les films tournés ou les enregistrements sonores effectués.

20. Modification – intégralité

Le présent CCAP ne pourra être modifiée que par voie d'avenant signé par les Parties dans les conditions prévues à l'article R 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

La nullité ou l'inapplicabilité de l'une de quelque stipulation du présent CCAP n'emportera pas nullité des autres stipulations qui conserveront toute leur force et leur portée.

Cependant, les Parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

21. Résiliation et cession

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG- PI s'appliquent.

En outre, FEI pourra prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements que fournis le Titulaire ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ; ces pièces sont à produire 1 fois par an jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.
- En cas de défaut de production des attestations d'assurance ou en cas de renseignements inexacts.
- Dans le cas de résiliation indiqué à l'article 11 du présent CCAP.
- En cas de refus de paiement de pénalités.

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au Pouvoir Adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résolu n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge de ce dernier. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Dans le cas d'une résolution, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

Dans le cas d'une décision de résiliation pour motif d'intérêt général dans les conditions de l'article 33 du CCAG-PI, le pourcentage de l'indemnité de résiliation sera de 2%. Ce pourcentage sera appliqué sur le montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Le Titulaire s'interdit de céder le présent marché sans l'accord exprès du Pouvoir adjudicateur, adressé par lettre recommandée avec avis de réception.

22. Loi applicable – langue du marché

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française, quel que soit le lieu d'exécution des prestations. Tous les documents, factures, livrables seront rédigés ou traduits en langue française.

23. Élection du domicile

Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux ou adresses indiqués en tête des présentes.

Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que sept jours après lui avoir été dûment notifiée.

24. Attribution de compétence

Tous les différends relatifs à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché relèveront de la compétence exclusive du tribunal administratif de Cergy-Pontoise et ce même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

25. Dérogations au CCAG-PI

En application de l'article R. 2112-3 du CCP et par dérogation aux articles 1 et 38 du CCAG-PI, les articles et dispositions dudit CCAG auxquels déroge le présent CCAP sont uniquement mentionnées dans les articles concernés.